



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DREAL Bretagne**

Unité départementale du Finistère  
2 rue de Kerivoal  
CS 83037  
29325 Quimper

Quimper, le **13 MAI 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **Unité de Valorisation Energétique de Déchets (UVED) du Spernot - BREST**

**SOTRAVAL-SPL**

179 BOULEVARD DE L'EUROPE  
CS 32482  
29200 Brest

Références : ENV-D-25-0182  
Code AIOT : 0005500610

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection menée le 29/04/2025 sur l'Unité de Valorisation Energétique de Déchets (UVED) exploitée par SOTRAVAL-SPL au Spernot, 179 Boulevard de L'Europe à Brest (29200). L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection de la DREAL Bretagne. L'inspection s'est déroulée en présence de représentantes de la direction de la DREAL Bretagne, Mesdames Aurélie MESTRES, directrice adjointe et Alane LE DE, secrétaire générale.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOTRAVAL-SPL
- 179 BOULEVARD DE L EUROPE CS 32482 29200 Brest
- Code AIOT : 0005500610
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une unité de valorisation énergétique des déchets (UVED), spécialisée dans le traitement des ordures ménagères et assimilées, ainsi que des déchets d'activité sanitaire à risques infectieux (DASRI) qui transitent par une ligne dédiée. Le site est aujourd'hui réglementé par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2008 modifié.

L'exploitation technique du site est déléguée par SOTRAVAL à ECO-CHALEUR de BREST (ECB).

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets (traitement des DASRI et contrôle des valeurs limites d'émission)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Traitement des DASRI	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Traitement des DASRI	Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 14	Sans objet
3	Traitement des DASRI	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8.3	Sans objet
4	Traitement des DASRI	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8.4	Sans objet
5	Traitement des DASRI	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats montrent que la filière de traitement des DASRI est globalement exploitée conformément au cadre réglementaire. Toutefois il convient que l'exploitant s'assure que les récipients à usage unique regroupés dans les conteneurs sont bien tous étanches (récipients en carton notamment) et correctement identifiés. Des justificatifs en ce sens sont attendus.

Un relevé des mesures de concentrations instantanées des polluants dans les rejets atmosphériques a été réalisé lors de la visite de la salle de contrôle. Ce dernier n'a pas révélé de non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traitement des DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/11/2008, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tonnages incinérés, procédures
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité de DASRI susceptible d'être incinérée est inférieure ou égale à 5 000 Tonnes/an à raison de 420 Tonnes/mois.  Tout déchet d'activités de soins à risques infectieux arrivant à l'usine d'incinération doit être accompagné d'un bordereau de suivi qui devra avoir été établi et être utilisé dans les formes prévues par l'arrêté du 7 septembre 1999 ci-dessus.  (...)  Une procédure particulière précise les mesures à prendre en cas d'arrêt des fours intervenant moins de deux heures après la dernière introduction de DASRI.  Une procédure particulière précise les modalités de désinfection périodique de l'ensemble de la chaîne d'introduction des DASRI dans les fours, notamment les trémies, sas, poussoirs.
<b>Constats :</b>  Les quantités de DASRI traitées sur site sont largement inférieures aux volumes d'activité autorisés sur cette catégorie de déchets. En 2024, ce sont 1317 t qui ont été traitées contre 1984 t en 2022, 2192 t en 2018 et 2710 t en 2016. Les tonnages de DASRI réceptionnés sont en diminution continue avec une nette accélération ces dernières années. Chaque apport de DASRI est accompagné d'un bordereau de suivi de déchets (BSD) renseigné conformément au cadre défini par l'AM du 04/09/1999. Dans ce cas, il s'agit de BSD papier complétés par l'agent en charge du traitement des DASRI. Les BSD contrôlés en séance n'ont pas révélé d'anomalie. Chaque producteur de déchets établit un BSD pour le lot de DASRI expédié. Les DASRI sont conditionnés en petits contenants regroupés par le collecteur au sein de bacs jaunes à roulettes. Chaque bac ainsi constitué fait également l'objet d'un BSD établi par le transporteur. Les 2 procédures requises ont été présentées en séance et examinées, elles répondent aux attendus réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Traitement des DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditionnement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets d'activités de soins à risques infectieux ne peuvent être acceptés que s'ils sont conditionnés dans des récipients étanches pouvant assurer une bonne résistance, à usage unique, en bon état et avec un marquage apparent indiquant la nature des déchets et leur provenance. Les récipients à usage unique doivent être facilement incinérables. La détection de toute anomalie sur les déchets par rapport aux présentes prescriptions entraîne le refus des déchets, voire même du lot concerné.
<b>Constats :</b> Les DASRI vus sur site sont conditionnés dans des petits emballages individuels qui peuvent être des mini containers en plastiques ou des cartons, lesquels sont regroupés dans les conteneurs rigides sur roues pour leur manutention et leur introduction dans le four (photo 2 en annexe). Ces emballages sont à usage unique et facilement incinérables, mais tous ne semblent pas comporter de marquage apparent indiquant la nature des déchets et leur provenance. Ce dernier point n'est de plus pas contrôlable de manière exhaustive par l'exploitant considérant que tous les emballages présents dans le bac ne sont pas visuellement accessibles pour l'opérateur, et que ce dernier ne les manipule pas. Enfin, les emballages en carton ne présentent pas visiblement de garantie d'étanchéité. Dans la mesure où certaines des caractéristiques requises ne sont pas contrôlables in situ (étanchéité, identification), l'exploitant doit fournir des justificatifs en ce sens.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Traitement des DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délai de traitement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le transit des déchets d'activités de soins à risques infectieux par la fosse de stockage des déchets non dangereux est interdit. Les déchets sont incinérés quarante-huit heures au plus tard après leur arrivée. (...)
<b>Constats :</b> Une fois parvenus sur le site du Spérnot, les DASRI suivent un circuit de prise en charge totalement indépendant de la filière des déchets ménagers. De ce fait, ils ne sont pas déconditionnés et ne transitent pas par la fosse des OM.  Le délai de 48 h maximum avant incinération est systématiquement respecté sur les documents de suivi des opérations de traitement examinés en séance.  Les situations "à risque" se présentent en période de week-end, dans ce cas l'exploitant organise des créneaux de travail exceptionnels de ses opérateurs, afin de garantir le respect de ce délai.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Traitement des DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Désinfection des contenants
<b>Prescription contrôlée :</b> La manutention et le transport des récipients se font dans des conteneurs rigides clos à fond étanche, de manière à préserver l'intégrité de ces récipients jusqu'à leur introduction dans le four. Après déchargement, les conteneurs sont lavés et désinfectés intérieurement et extérieurement sur le site. Les conteneurs vides, propres et désinfectés, s'ils ne sont pas immédiatement repris, sont entreposés dans un local distinct prévu à cet usage.
<b>Constats :</b> Le transport des récipients à usage unique se fait dans des conteneurs en plastiques rigides, fermés et sur roues (photos en annexe). L'introduction des DASRI dans le four se fait sans aucune manutention préalable mise à part l'ouverture du bac par déclipage du couvercle. Après vidage, les conteneurs sont introduits un par un dans un compartiment de lavage pour désinfection par une solution biocide et lavage (photos 4 et 5). Ils sont ensuite entreposés dans un local adjacent, entièrement séparé du hall de réception des conteneurs pleins (photo 6).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Traitement des DASRI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des eaux de lavage des conteneurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux de lavage des conteneurs sont soit détruites sur le site, soit désinfectées avant rejet à l'extérieur. L'arrêté préfectoral pourra néanmoins prévoir un système de protection des récipients autre que celui prévu aux alinéas précédents à condition que le système envisagé offre des garanties équivalentes quant à la protection de l'intégrité des récipients.
<b>Constats :</b> Les eaux de lavage des containers sont collectées dans une fosse étanche puis pompées pour être intégralement introduites dans le four (notamment afin de réguler la température de combustion). Le site n'est à l'origine d'aucun rejet d'eau vers le milieu extérieur, toutes les eaux potentiellement souillées produites sur site sont réintroduites dans le process et ainsi éliminées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### Contrôle des mesures en continu de concentration des polluants dans les rejets atmosphériques

Paramètre	Seuil AM du 12/01/2021 Moyenne journalière	Ligne 1 Concentration instantanée	Ligne 2 Concentration instantanée
Poussières totales	5 mg/m <sup>3</sup>	0,10	0,13
COT	10 mg/m <sup>3</sup>	0,74	0,48
HCl	8 mg/m <sup>3</sup>	9,74 (moy 24h 4,68)	14 (moy 24h 5,33)
SO2	40 mg/m <sup>3</sup>	10,78	10,32
NOx	80 mg/m <sup>3</sup>	54,74	53,17
HG	0,02 mg/m <sup>3</sup>	0,0028	0,00
CO	50 mg/m <sup>3</sup>	10,74	9,92

Toutes les valeurs relevées sont conformes.

Photographies prises sur site le 29 avril 2024



**Photo 1 : Conteneurs pleins en attente d'introduction dans la chaîne de traitement**



**Photo 2 : intérieur du conteneur plein**



**Photo 3 : Conteneurs pleins alignés en attente de traitement**



**Photo 4 : Compartiment de désinfection**



**Photo 5 : Conteneur désinfecté au sortir du lavage**



**Photo 6 : Conteneurs propres, isolés dans une pièce dédiée en attente de reprise par le transporteur**

